

YOUGAGRI

Veille agro Balkans occidentaux

Direction générale du Trésor

Une publication du SER de Belgrade
MAI-JUIN 2026

Politiques économique, agricole, environnementale

SERBIE – Impact guerre du Golfe sur le secteur agricole

LAN - 10/06/2026

Les tensions géopolitiques du premier trimestre 2026 entre les États-Unis, Israël et l'Iran ont entraîné une hausse des prix de l'énergie en Serbie, avec un impact direct sur les coûts de production agricoles. Entre février et début avril, le prix de l'essence a progressé d'environ 10 centimes par litre et celui du diesel agricole d'environ 4 centimes.

Face aux inquiétudes du secteur, le gouvernement serbe a maintenu un prix plafonné du diesel agricole à 1,57 €/litre pour les exploitations enregistrées, dans la limite de 100 litres par hectare, tout en réduisant les taxes d'accise. Ces mesures complètent les aides déjà accordées aux producteurs, dont 153 €/ha pour les intrants agricoles et 145 €/ha supplémentaires pour l'utilisation de semences certifiées.

L'impact le plus significatif a concerné les engrais. La Serbie, fortement dépendante des importations, notamment en provenance de Russie et de Hongrie, a enregistré une hausse d'environ 10 % des prix de gros et jusqu'à 20 % des prix de détail entre février et avril. Des tensions d'approvisionnement ont également été observées au printemps, période de forte demande.

L'accord intervenu depuis entre Washington et Téhéran contribue à détendre les marchés énergétiques internationaux et devrait limiter les risques de nouvelles hausses du carburant à court terme. Cette évolution

est particulièrement importante pour l'agriculture serbe, dont les coûts de production restent fortement corrélés aux prix de l'énergie et du gaz naturel, principal déterminant du coût des engrais azotés. Une stabilisation durable des cours pourrait ainsi favoriser un reflux progressif des prix des fertilisants pour la campagne 2026-2027.

Cette amélioration demeure toutefois fragile. Si la Serbie a diversifié ses approvisionnements pétroliers depuis 2022, principalement vers le Kazakhstan et l'Irak, elle reste très dépendante du gaz russe, qui représentait encore 88 % de sa consommation en 2025. Dans ce contexte, l'évolution des marchés énergétiques internationaux continuera d'influencer directement la compétitivité du secteur agricole serbe.

BOSNIE-HERZEGOVINE – Volet RS du prêt de la Banque mondiale pour la résilience de l'agriculture

Executive newsletter – 11/05/2026

La Republika Srpska (RS) a signé le 11 mai à Banja Luka un accord de prêt avec la Banque mondiale. D'un montant total de 61,4 MEUR, ce prêt est destiné à financer le Projet de résilience et de compétitivité agricoles de la Bosnie Herzégovine (ARCP). La signature en question concerne l'entité RS qui en recevra directement 30,7 MEUR. Les fonds seront alloués à plusieurs priorités : le développement des infrastructures d'irrigation et de drainage, ainsi que le renforcement des capacités de transformation et de stockage. Plus de 600 sous-traitants et coopératives pourront également bénéficier d'un soutien pour l'acquisition de machines et d'équipements. Le prêt, conclu sur 32 ans avec une période de grâce de sept ans, sera opérationnel immédiatement. En l'additionnant au budget agricole ordinaire, aux projets menés avec la Hongrie et à d'autres programmes, le soutien total à l'agriculture en RS devrait ainsi atteindre environ 150 MEUR en 2026. La RS est l'entité la plus agricole de Bosnie Herzégovine.

SERBIE - Le prix moyen des terres arables en Serbie atteint 9 600 euros par hectare

Executive newsletter – 05/06/2026

Selon l'Autorité géodésique de la République de Serbie (RGZ), le prix moyen des terres arables a atteint 9 583 euros par hectare en 2024, tandis que les prairies permanentes s'échangeaient en moyenne à 9 235 euros par hectare. Les prix varient fortement selon les régions. La région de Belgrade affiche les valeurs les plus élevées, à 14 274 euros par hectare, suivie de la Voïvodine à 12 023 euros, de la Šumadija et de l'ouest de la Serbie à 7 172 euros, et enfin du sud et de l'est du pays à 4 419 euros par hectare. Les terres arables constituent le segment le plus stable du marché immobilier serbe, avec des variations de prix très faibles d'une région à l'autre, comprises entre -1,3 % et +1,2 %. La Voïvodine se distingue particulièrement comme le marché foncier agricole le plus homogène et

le plus stable du pays. À l'inverse, le marché des prairies permanentes est plus dynamique. Le sud et l'est de la Serbie ont enregistré une hausse de 48,8 % par rapport à 2024, traduisant un intérêt croissant pour ce type de foncier. Bien que les prix serbes restent en moyenne 37 % inférieurs à la moyenne européenne, la tendance indique un rapprochement progressif vers les niveaux observés en Europe centrale et orientale.

MACEDOINE DU NORD - Débat autour de la protection des terres agricoles et du rôle de l'agence de paiement

MIA - 11 juin 2026

Le Comité de l'Agriculture, des Forêts et de la Gestion de l'Eau a examiné quatre projets de loi lors de sa séance du 11 juin 2026, portant respectivement sur les terres agricoles, l'agence de soutien financier à l'agriculture, les forêts et la zootechnie. Les quatre textes ont été renvoyés en procédure parlementaire ordinaire.

Le projet le plus débattu concerne une modification de la loi sur les terres agricoles, visant à interdire la conversion des terres de première à quatrième catégorie en zones d'implantation de centrales photovoltaïques. Ses partisans y voient un outil de protection des terres agricoles de qualité, tandis que les opposants estiment que cette interdiction existe déjà dans la législation en vigueur et qu'elle est inapplicable en pratique. Des voix critiques ont également souligné l'absence d'analyse d'impact et de mesures transitoires, ainsi que l'incohérence juridique d'une interdiction qui s'appliquerait au photovoltaïque mais pas à d'autres usages industriels des terres. Certains élus ont par ailleurs rappelé que l'UE encourage au contraire la libéralisation des règles en matière d'énergie solaire dans le cadre de son agenda vert.

Le second sujet de controverse porte sur le projet de modification de la loi relative à l'Agence de soutien financier à l'agriculture. Des membres du comité ont dénoncé une confusion des rôles, estimant que le texte transformerait l'agence de paiement en acteur politique, lui confiant notamment l'attribution directe de tracteurs aux agriculteurs via des appels d'offres. Cette approche a été jugée contraire aux standards européens, qui imposent une séparation claire entre les fonctions de conception, de mise en œuvre et de contrôle des politiques agricoles.

Politiques commerciales, innovation, recherche

SERBIE – Aman rachète DIS

Executive newsletter – 01/05/2026

La société serbe Aman, basée à Belgrade, a acquis 100 % des parts du distributeur DIS. Comme souligné, cette acquisition donne naissance à un acteur important de la distribution nationale, avec plus de 5 000 employés et un chiffre d'affaires annuel dépassant les 600 MEUR. Après cette acquisition, Aman restera toutefois loin derrière les chaînes leaders du pays. À titre de comparaison, Delhaize a enregistré un chiffre d'affaires d'un peu moins de 1,5 milliard d'euros en 2024, avec un bénéfice de 63,4 millions d'euros. Lidl a réalisé un chiffre d'affaires de 950 millions d'euros en Serbie la même année, avec un bénéfice net de 40 millions d'euros. DIS a généré un chiffre d'affaires total de 246,7 millions d'euros en 2024, soit une augmentation de 4 % par rapport à l'année précédente. En revanche, Aman a enregistré un chiffre d'affaires de 268,9 millions d'euros cette année-là, soit environ 2 % de moins que l'année précédente. Toutefois, en ce qui concerne le bénéfice net, DIS n'a enregistré qu'un bénéfice net de 1,8 million d'euros en 2024, soit plus de la moitié de son bénéfice de 2023, qui dépassait les 4 millions d'euros. Le bénéfice d'Aman a également diminué, passant de 9 millions d'euros en 2022 à 7,7 millions d'euros un an plus tard, pour s'établir à 7,1 millions d'euros en 2024. Le propriétaire d'Aman est Nedal Halil, originaire de Jordanie, qui possède la nationalité serbe. Arrivé en Serbie en 1986 pour faire ses études, il a ouvert son premier magasin en 1992 à Zemun. Jusqu'en 1997, il s'est consacré exclusivement au commerce de gros. DIS est la dixième acquisition d'Aman, qui s'est développé en rachetant de petites chaînes de magasins à travers le pays. L'ancien propriétaire de la chaîne de magasins DIS était Zoran Tirnanić, qui a fondé l'entreprise familiale à Krnjevo en 1991. DIS exploite actuellement 48 magasins. La presse spécialisée disait Carrefour intéressait par DIS en 2025 pour son entrée sur le marché serbe.

SERBIE – Rachat d'Idea Marketi : une transaction qui interroge

Executive Newsletter - 28/04/2026

La société Alta Retail, détenue par l'homme d'affaires serbe Davor Macura, a acquis la totalité des parts d'Idea Marketi, jusqu'ici propriété du groupe croate Fortenova. Le montant total de la transaction s'élève à 140 millions d'euros, dont 100 millions de dettes reprises, pour 40 millions d'euros de capitaux propres. Alta Retail a été créée spécifiquement pour réaliser cette opération et ne disposait d'aucune activité commerciale préalable à la transaction. En plus d'Idea Marketi, le rachat inclut quatre autres entités du groupe Fortenova opérant en Serbie : M-Profil SPV, MStart Business Solutions, Super Kartica et ENNA Fruit.

Idea Marketi est la deuxième plus grande chaîne de distribution en Serbie, derrière Delhaize. Ces dernières années, ses résultats financiers se sont dégradés : la chaîne a enregistré une perte nette de 34,54 millions d'euros en 2025, contre 3,2 millions d'euros l'année précédente, soit une hausse des pertes de près de 968 %. Son chiffre d'affaires a également reculé de 14 %, passant de 911 millions à 780 millions d'euros, en partie liée à la réglementation sur le plafonnement des marges de détail à 20 % entre

septembre 2025 et mars 2026. Durant cette période, la chaîne a fait l'objet de deux inspections, et des amendes ont été infligées à l'issue de la première, que l'entreprise a contestées devant les tribunaux.

C'est dans ce contexte que le timing du rachat interpelle certains observateurs. Si la baisse de valorisation d'Idea Marketi rend l'opération financièrement attractive, c'est surtout le profil de l'acquéreur qui suscite des interrogations. Davor Macura, jusqu'ici actif dans la finance et la construction, est connu pour sa proximité avec le Parti progressiste serbe au pouvoir. Le contrôle d'une grande enseigne alimentaire par un homme d'affaires proche des autorités pourrait avoir une dimension politique, les prix alimentaires étant un sujet sensible pour les consommateurs serbes. Par ailleurs, le président Aleksandar Vučić avait précédemment évoqué le retour de certaines entreprises vers une propriété nationale.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ce changement de propriétaire sur les prix ou sur la stratégie commerciale de la chaîne. Certaines sources évoquent également la possibilité d'un rapprochement à terme entre Idea Marketi et d'autres enseignes nationales récemment rachetées, dans le cadre d'une consolidation plus large du secteur de la distribution en Serbie.

SERBIE - Les crédits agricoles en tête de la croissance du crédit bancaire en mai

Executive newsletter - 09/06/2026

Selon l'Association des banques de Serbie, l'encours total des prêts accordés aux entreprises, aux ménages et aux entrepreneurs atteignait 4 549 milliards de dinars (RSD) fin mai, en progression de 0,9 % par rapport au mois précédent. Les crédits agricoles ont affiché la hausse la plus marquée, avec une augmentation de 4 %.

Les prêts aux personnes morales ont progressé de 0,3 %, pour atteindre environ 2 377 milliards de dinars, tandis que ceux accordés aux entrepreneurs ont augmenté de 1,6 %, à près de 99,7 milliards RSD. L'endettement des ménages a également progressé de 1,6 %, s'établissant à environ 2 072 milliards RSD.

Dans le détail des crédits aux ménages, les prêts à la consommation ont enregistré la plus forte hausse avec +3,1 %, suivis des crédits agricoles (+4 %), des prêts immobiliers (+1,5 %), des prêts de trésorerie (+1,4 %) et des prêts de refinancement (+0,6 %).

Le taux de créances douteuses est resté stable à 1,9 % de l'ensemble des prêts bancaires fin mai.

Politiques alimentaires et sanitaires

ALBANIE - Modernisation du poste-frontière de Qafe Thana

Albanian Daily News – 15/06/2026

Le poste d'inspection frontalier de Qafe Thana, l'un des principaux points de passage des marchandises dans le sud-est de l'Albanie, fait l'objet d'un programme de modernisation financé par la Banque mondiale. Ce projet prévoit la construction d'infrastructures de stockage ainsi que la mise en place d'installations dédiées au contrôle des importations et des exportations, permettant d'effectuer sur place les analyses liées à la sécurité alimentaire.

Ces investissements bénéficieront à la fois à l'Autorité nationale de l'alimentation et aux Douanes, en renforçant leurs capacités de contrôle et de surveillance. Par ailleurs, sept nouveaux laboratoires seront construits à travers le pays pour remplacer les installations existantes et améliorer les capacités d'analyse en temps réel des produits entrant et sortant du territoire albanais.

L'objectif affiché est de mettre les postes-frontières albanais en conformité avec les normes européennes de sécurité alimentaire, dans la perspective d'un rapprochement avec le marché européen. Une meilleure coordination entre la Police d'État, les Douanes et l'Autorité nationale de l'alimentation est également prévue pour lutter contre la contrebande, l'évasion fiscale et la circulation de produits contrefaits ou dangereux.

Enfin, des négociations sont en cours avec la Macédoine du Nord pour simplifier les procédures de passage des personnes et des marchandises à ce poste-frontière, sans compromettre les exigences de sécurité.

SERBIE & MONTENEGRO – Plus besoin du titrage antirabique pour chiens et chats vers l'UE

Journal Officiel de l'Union Européenne – 12/06/2025

Dès le 19 juin 2026, il est plus simple d'amener chien, chat ou furet de Serbie ou du Monténégro vers l'Union européenne. La Commission européenne a adopté un règlement d'exécution qui supprime une exigence jusqu'alors obligatoire pour les animaux de compagnie en provenance de ces deux pays : le test de titrage des anticorps antirabiques, une analyse sanguine qui vérifie que l'animal est suffisamment protégé contre la rage après vaccination. Il était jusqu'ici obligatoire pour les animaux entrant dans l'UE depuis la Serbie et le

Monténégro. Or, les deux pays ont fourni à la Commission européenne des garanties suffisantes sur leur niveau de contrôle de la rage, justifiant la suppression de cette exigence. Cette décision témoigne de la confiance de l'UE dans les systèmes vétérinaires de ces deux pays candidats à l'adhésion. Les autres conditions d'entrée dans l'UE pour les animaux de compagnie restent en vigueur : identification par puce électronique, vaccination antirabique valide et passeport animal.

SERBIE & ALBANIE – Ouverture du marché ovin/caprin pour les exportations françaises

CAA – 12/06/2025

La France a finalisé la négociation des certificats ovin/caprin pour l'exportation d'animaux vivants de France vers la Serbie et l'Albanie, qui vont permettre dès juillet l'export d'animaux (races Ile de France et Lacaune notamment).

Actualités filières

SERBIE - La volaille en Serbie et les perspectives d'exportation vers l'UE

Biznis.rs, CAA – 17/04/2026

Avec près de 500 M€ de valeur ajoutée brute, soit environ 15 % de la production agricole nationale, la filière avicole figure parmi les secteurs les plus structurés et les plus dynamiques de l'agriculture serbe. Elle produit chaque année environ 141 000 tonnes de viande de volaille, principalement du poulet, ainsi que 1,57 milliard d'œufs, assurant l'autosuffisance du pays pour ces deux productions.

La filière est caractérisée par un fort degré d'intégration verticale. Quelques groupes majeurs, parmi lesquels Perutnina Ptuj Topiko (groupe slovène aux mains du géant ukrainien MHP), Vindija Serbia (Croatie) ou encore plusieurs entreprises à capitaux serbes, contrôlent l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les couvoirs et l'alimentation animale jusqu'à l'abattage et à la transformation. Le secteur s'appuie sur plusieurs centaines d'élevages commerciaux de poulets de chair et de poules pondeuses, représentant un cheptel estimé à 5 à 6 millions de pondeuses et une production annuelle de l'ordre de 60 à 70 millions de poulets. Au total, près de 250 entreprises participent directement à la filière, qui génère entre 10 000 et 12 000 emplois directs et jusqu'à 20 000 emplois indirects.

Ces dernières années, plusieurs dizaines de millions d'euros ont été investies dans la modernisation des couvoirs, des bâtiments d'élevage, des abattoirs et des unités de transformation. Les investissements ont porté

en priorité sur l'automatisation, la biosécurité, le bien-être animal et la mise aux normes sanitaires, dans la perspective d'un rapprochement avec les exigences de l'Union européenne.

Les exportations restent aujourd'hui concentrées sur les marchés régionaux. En 2025, la Serbie a exporté 193 millions d'œufs pour une valeur de 16,7 M€, ainsi que 9 380 tonnes de viande de volaille pour 20,7 M€. Les principaux débouchés se situent dans les Balkans occidentaux. Les autorités vétérinaires travaillent cependant activement à l'obtention des autorisations nécessaires pour développer les exportations vers l'Union européenne, marché à plus forte valeur ajoutée (jumelage court mis en œuvre en 2024).

Sur le plan sanitaire, la filière affiche un niveau de préparation relativement élevé. Les principaux opérateurs appliquent déjà des standards de biosécurité proches des normes européennes et disposent de systèmes de traçabilité performants. Les défis concernent principalement la prévention de l'influenza aviaire, régulièrement présente dans la région, ainsi que l'harmonisation complète des contrôles vétérinaires avec l'acquis communautaire. La dépendance aux importations de reproducteurs et de matériel génétique, principalement en provenance de l'Union européenne, demeure également un point de vigilance.

La compétitivité du secteur repose sur l'abondance locale de maïs et de soja destinés à l'alimentation animale, des coûts de production encore inférieurs à ceux observés dans l'Union européenne et une forte intégration industrielle. Toutefois, la hausse récente des coûts de l'énergie, des engrais et de l'alimentation animale a réduit les marges des producteurs. Dans la perspective de l'adhésion européenne, la filière avicole apparaît néanmoins comme l'un des secteurs agricoles serbes les mieux positionnés pour affronter la concurrence communautaire et tirer parti d'une ouverture progressive du marché européen.

SERBIE – La Libye : un nouveau débouché pour l'élevage ovin

Executive newsletter – 23/04/2026

La Serbie ouvre un nouveau chapitre dans ses relations commerciales avec l'Afrique du Nord : 8 000 agneaux sont en cours d'acheminement vers la Libye, dans le cadre d'un accord rendu possible par l'harmonisation des procédures vétérinaires entre les deux pays. Sur les 21 camions mobilisés, 15 ont déjà pris la route, les derniers devant suivre. Pour le secteur de l'élevage serbe, ce débouché représente une opportunité de stabiliser ses revenus à l'export et de renforcer sa compétitivité à l'international. Une bonne nouvelle pour la France également qui vient de négocier le certificat ovin/caprin pour l'exportation d'animaux vivants de France vers la Serbie, avec un intérêt certains pour la race Ile de France.

SERBIE - La confiserie serbe, un secteur exportateur qui cherche à monter en gamme

Executive newsletter – 14/04/2026

Avec une production annuelle oscillant entre 140 000 et 160 000 tonnes de biscuits, chocolats, gaufrettes et pâtes à tartiner en tête, la Serbie figure parmi les acteurs les plus dynamiques de la confiserie en Europe du Sud-Est. Un tiers de cette production est exportée, générant environ 220 millions d'euros de recettes à l'export, principalement auprès des pays voisins comme la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Croatie. Le secteur regroupe près de 300 entreprises, qui font face à une double pression : la concurrence des produits importés d'une part, et un différentiel de prix défavorable d'autre part. Pour y répondre, les industriels misent sur la modernisation des lignes de production et l'obtention de certifications internationales comme le label vegan ou halal, afin d'élargir leurs débouchés. Côté approvisionnement, si la farine et le sucre sont disponibles localement, le cacao, le beurre et le lait en poudre restent largement importés, exposant la filière aux aléas des cours mondiaux.

SERBIE- Mortalité des abeilles et miel contrefait : un double défi pour l'apiculture serbe

Executive newsletter – 22/05/2026

La Serbie compte plus de 1,6 million de ruches enregistrées, mais une mortalité importante des abeilles au cours de l'année écoulée a fait chuter ce nombre. Le président de la Fédération des organisations apicoles de Serbie souligne que la saison précédente a été marquée par le gel des acacias et des pertes massives de colonies. La saison en cours a démarré dans de meilleures conditions, malgré des épisodes de pluie et des températures basses pendant la floraison des acacias.

Face au problème de données fiables sur le nombre réel de ruches sur le terrain, la Fédération propose la mise en place d'un système électronique connecté à la plateforme eAgrar pour mieux contrôler les aides et localiser les ruches actives.

Par ailleurs, le miel contrefait ne cesse d'augmenter, aussi bien en Serbie que dans l'Union européenne, et pèse sur les prix d'achat et crée une concurrence déloyale. La Serbie est pourtant reconnue sur le marché européen pour la qualité de son miel d'acacia, riche en pollen d'acacia, au point que des producteurs italiens l'achètent régulièrement pour le mélanger à leur propre production.

À titre de comparaison, les données Eurostat indiquent qu'en 2023, près de 9,4 millions de ruches étaient enregistrées dans les exploitations agricoles de l'UE, soit une hausse de 16 % par rapport à 2020. L'Italie arrive en tête avec environ 1,9 million de ruches, suivie de la Roumanie, de la

Grèce et de la Bulgarie. En Serbie, la production annuelle de miel oscille entre 3 000 et 12 000 tonnes, et les exportations se situent généralement entre 1 700 et 3 300 tonnes.

SERBIE - La récolte de framboises serbes attendue faible en 2026

Executive Newsletter – 28/05/2026

Selon le président de l'Association des producteurs de framboises de Serbie, la récolte totale de framboises pourrait ne pas dépasser 15 000 tonnes en 2026, une baisse drastique par rapport au record de 2018, où la production avait dépassé 127 000 tonnes. Cette situation s'explique principalement par la sécheresse de l'année précédente, qui a endommagé les jeunes pousses. D'après l'Office statistique de la République de Serbie, la production s'élevait déjà à 82 577 tonnes l'année dernière, soit 35 % de moins qu'en 2018.

La récolte devrait débuter dans les zones de plaine dans les prochaines semaines, puis dans les zones vallonnées un mois plus tard. Les prix d'achat seront influencés par l'offre mondiale, elle-même affectée par les gelées en Pologne qui ont réduit les rendements de ce principal concurrent. Le prix d'achat anticipé est estimé à 550 dinars serbes par kilogramme, contre 450 dinars l'année dernière, avec un prix final qui devrait être supérieur une fois les exportations réalisées.

Par ailleurs, un écart important existe entre les surfaces officiellement enregistrées et la réalité du terrain : si le registre agricole fait état de 24 000 hectares plantés en framboises, la surface réellement cultivée serait comprise entre 10 000 et 11 000 hectares, en raison d'enregistrements abusifs liés aux subventions publiques. Enfin, l'irrigation reste très limitée, couvrant environ 2 % des plantations, les zones vallonnées où sont concentrées la majorité des cultures ne permettant pas la mise en place de systèmes d'arrosage.

SERBIE - 62 000 fermes ont cessé leur activité en 10 ans

Biznis.rs – 29/05/2026

L'agriculture serbe repose aujourd'hui sur un peu plus de 508 000 exploitations agricoles (dont 180.000 considérés comme professionnelles et allant chercher les aides), employant près de 1,15 million de personnes. Mais ces chiffres masquent une réalité en déclin : entre 2014 et 2024, environ 62 000 exploitations ont disparu, et le nombre de personnes travaillant dans le secteur a reculé de 14 % depuis 2018. La tendance ne montre pas de signe d'inversion. La clarification des droits de propriété sur les 450 000 hectares de terres publiques disponibles à la location reste un chantier à régler. Les 217 000 petites exploitations de moins de 2,5 hectares, demeurent les plus vulnérables.

Les disparités régionales sont marquées. La Šumadija et l'ouest de la Serbie concentrent le plus grand nombre de fermes, tandis que la Voïvodine se distingue par des exploitations bien plus grandes, avec une surface moyenne de 13,2 hectares contre 6,4 hectares à l'échelle nationale.

Agendas, évènements, visites

SERBIE - Le Salon international de l'agriculture de Novi Sad confirme son rôle de carrefour agricole régional

CAA – 16/05/2026

La 93e édition du Salon international de l'agriculture de Novi Sad s'est tenue du 16 au 21 mai 2026. Considéré comme le principal rendez-vous agricole des Balkans occidentaux, l'événement a rassemblé plus de 1 200 exposants originaires de Serbie et d'une quarantaine de pays, ainsi que plus de 100 000 visiteurs. La République tchèque était cette année le pays partenaire du salon.

Véritable vitrine du développement de l'agriculture et de l'agro-industrie dans la région, le salon a mis l'accent sur les enjeux de transformation du secteur : intelligence artificielle, numérisation, nouvelles technologies, transition verte, sécurité alimentaire et renouvellement des générations agricoles. Les autorités serbes ont également souligné l'importance du renforcement des coopérations internationales dans le contexte du rapprochement progressif du pays avec l'Union européenne.

La France était présente sur le pavillon « Team Europe » de la Délégation de l'Union européenne à Belgrade. À cette occasion, l'ambassadrice de France en Serbie, Florence Ferrari, s'est rendue à Novi Sad le 20 mai pour une série de rencontres institutionnelles et professionnelles. Elle s'est entretenue avec le maire de Novi Sad, Žarko Mićin, avant de visiter l'entreprise Axereal Serbia, filiale locale du groupe coopératif français Axérial, implantée dans le pays depuis plus de quinze ans et active notamment dans la diffusion de semences de haute qualité multipliées par des producteurs serbes.

Dans le cadre de la programmation européenne du salon, l'ambassadrice a également participé à la séquence « EU Kitchen with France » aux côtés du fromager Olivier Dlužny. Une dégustation de fromages français, accompagnés de vins et de pain français, a permis de promouvoir les savoir-faire agricoles et gastronomiques français ainsi que le modèle européen des indications géographiques et des appellations d'origine protégée.

La contribution française s'est également illustrée lors de la conférence « Agri Talks » avec l'intervention de Benoît Delaloy, directeur du Sommet de l'élevage. Aux côtés des responsables du salon de Novi Sad, il a présenté

L'évolution des filières d'élevage en France et en Serbie ainsi que le rôle des salons professionnels dans la diffusion de l'innovation et le développement des échanges économiques. À l'issue du salon, plusieurs rencontres professionnelles ont été organisées avec des acteurs majeurs du secteur agricole serbe, notamment les groupes Al Dahra Srbija et Almex Srbija, parmi les principaux opérateurs agricoles et laitiers du pays.

Cette participation s'inscrit dans la stratégie de visibilité de la France auprès des acteurs agricoles serbes et dans la promotion de l'expertise française dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'agroalimentaire.

La forte fréquentation du salon et la présence croissante d'entreprises européennes, turques et chinoises, confirment un certain dynamisme du secteur agricole serbe en Voïvodine, qui poursuit sa modernisation tout en se préparant progressivement à l'alignement sur les standards de l'Union européenne.

BALKANS OCCIDENTAUX – Le Forum de politique agricole de Pristina appelle à accélérer les réformes agricoles en vue de l'intégration européenne

CAA – 05/06/2026

Plus de 110 représentants des administrations agricoles, organisations régionales, institutions internationales, universités, organisations professionnelles et partenaires du développement de quatorze pays européens se sont réunis à Pristina du 2 au 5 juin à l'occasion du 26e Forum de politique agricole du Standing Working Group for Regional Rural Development (SWG). Organisé sous l'égide du ministère de l'Agriculture du Kosovo et en présence d'Armend Muja et du SWG, ce rendez-vous annuel constitue l'un des principaux espaces de dialogue politique sur les questions agricoles dans les Balkans occidentaux.

Les participants ont adopté la « Prishtina Agenda 2026 », document d'orientation qui fixe les priorités stratégiques régionales pour les prochaines années. Le texte confirme que l'intégration européenne demeure le principal moteur des réformes agricoles dans les Balkans occidentaux et en Moldavie. Les participants ont appelé à accélérer l'alignement des politiques agricoles sur la politique agricole commune (PAC) et sur l'acquis communautaire, tout en renforçant les capacités administratives nécessaires à la mise en œuvre des futures obligations européennes.

Les débats ont également mis en évidence l'importance croissante des enjeux climatiques dans les politiques agricoles de la région. Les États sont invités à intégrer davantage les mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique dans leurs stratégies agricoles et rurales, notamment à travers le développement d'une agriculture résiliente, la

gestion durable des ressources en eau, la préservation des sols et le renforcement des dispositifs de gestion des risques. Les participants ont également souligné la nécessité de renforcer la protection de la biodiversité et la gestion durable des forêts, en particulier face à l'augmentation des incendies de grande ampleur observés ces dernières années dans les Balkans.

Le renouvellement générationnel est apparu comme une autre priorité majeure. Le vieillissement des populations rurales et l'exode des jeunes vers les centres urbains ou vers l'étranger sont désormais considérés comme des menaces directes pour la compétitivité et la durabilité du secteur agricole régional. Le Forum recommande la mise en place de stratégies nationales ciblées en faveur des jeunes agriculteurs, des femmes rurales et des entrepreneurs, associant soutien financier, accès au foncier, formation, conseil agricole et développement des infrastructures rurales.

Les discussions ont également porté sur le renforcement des systèmes de connaissance et d'innovation agricoles (AKIS), désormais considérés comme un levier central de modernisation des agricultures de la région. Les participants ont plaidé pour un rapprochement accru entre recherche, conseil agricole, producteurs et secteur privé afin de favoriser la diffusion de l'innovation, des technologies numériques et des pratiques agricoles adaptées aux défis climatiques.

Autre sujet notable : la sécurité alimentaire. Le Forum a souligné l'intérêt croissant du mécanisme européen de préparation et de réponse aux crises de sécurité alimentaire (EFSCM), auquel participent désormais les six partenaires des Balkans occidentaux. Les participants ont néanmoins estimé que la région demeurerait insuffisamment intégrée aux outils européens de veille et d'anticipation des crises, notamment en matière de partage de données, de suivi des stocks et d'analyse des vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement.

Enfin, les ministères et organisations professionnelles ont réaffirmé l'importance économique et culturelle du secteur vitivinicole dans les Balkans occidentaux. Face aux effets du changement climatique et à l'évolution des marchés, ils ont appelé à une adaptation des politiques publiques en faveur de la viticulture, au développement des indications géographiques et au renforcement de la coopération régionale en matière de promotion et d'œnotourisme.

Les conclusions du Forum seront présentées à la 20e réunion annuelle des ministres de l'Agriculture d'Europe du Sud-Est, prévue à Belgrade le 30 septembre 2026, ministérielle agricole du Processus de Berlin.

ALBANIE – Mission CAA - Etat des lieux des chapitres agricoles et tensions autour de l'IPARD dans la perspective d'adhésion à l'UE

CAA – 08/04/2026

Lors de sa visite à Tirana le 8 avril 2026, le conseiller agricole régional de l'ambassade de France à Belgrade, a permis un point de situation sur les chapitres 11 et 12 de négociation UE et sur l'état du programme IPARD.

Les échanges avec les vice-ministres Fatmir Guri et Arjan Jaupllari confirment une dynamique contrastée. Le chapitre 11 apparaît globalement maîtrisable et pourrait être clôturé sans difficultés majeures, sous réserve de renforcer le système de contrôle et l'agence de paiement agricole, notamment en matière de fraude et d'irrégularités.

Le chapitre 12, en revanche, reste très en retard. Les insuffisances de l'inspection sanitaire et le manque d'investissements, aggravés par le blocage des fonds IPARD, rendent les délais de clôture peu réalistes.

Sur IPARD, une réouverture pourrait intervenir fin 2026, sous condition du remboursement des 43 M€ identifiés par l'OLAF et de la mise en œuvre d'un plan de renforcement de l'agence de paiement Agriculture and Rural Development Agency (ARDA). La crédibilité du dispositif reste fortement dégradée, limitant son impact potentiel. Les autorités privilégient désormais un rapprochement avec le modèle croate de gestion du SIGC, réduisant les marges pour d'autres partenaires européens, notamment la France. L'agriculture reste le secteur le plus fragile du processus d'adhésion, avec un fort risque de déséquilibre social (30 % de l'emploi) et une absence de stratégie de transition clairement structurée.

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service

Economique Régional de Belgrade à l'adresse :

www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Mme Davina El-Baze

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail